

Brochure n° 3244

**Convention collective nationale**

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL  
DES FRUITS ET LÉGUMES,  
ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

---

**AVENANT N° 80 DU 4 JUILLET 2006  
RELATIF AU CQP ADJOINT AU RESPONSABLE  
DE RAYON EN FRUITS ET LÉGUMES**

NOR : *ASET0650950M*  
IDCC : 1505

Entre :

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs (UNFD) ;

La fédération nationale de l'épicerie (FNDE) ;

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers (FNDPL),

Réunies pour gérer les questions relatives à la formation professionnelle dans l'association des fédérations de fruits et légumes, épicerie et crèmerie, dite AFFLEC,

D'une part, et

La fédération des syndicats (CSFV) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et activités annexes FO ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les signataires du présent avenant décident la création d'un certificat de qualification professionnelle (CQP) adjoint au responsable de rayon en fruits et légumes.

Conformément aux avenants n° 73 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et n° 67 relatif aux certificats de qualification professionnelle, le présent avenant définit un niveau de compétences pour un poste identifié dans la classification de la convention collective commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers.

La certification est le processus permettant de faire reconnaître, par des professionnels, la capacité du candidat à tenir le poste décrit.

Il est rappelé que l'engagement dans ce processus nécessite une évaluation préalable par un centre habilité par la CPNE.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Description du poste*

#### 1. Lieu :

Rayon fruits et légumes d'un commerce de détail spécialisé.

#### 2. Mission principale :

Sur instruction, il anime le rayon fruits et légumes, en assure le fonctionnement et coordonne le personnel affecté au rayon.

Il assure notamment les missions suivantes :

- adapter l'organisation du rayon en cours de journée ;
- accueillir, écouter et conseiller le client ;
- détecter les opportunités de développement ;
- appliquer et faire appliquer les règles, les mesures d'hygiène, de sécurité, d'utilisation du matériel ;
- contrôler et corriger le travail du personnel affecté au rayon ;
- mettre en place les moyens matériels ;
- animer et accompagner le développement des compétences et de la motivation du personnel affecté au rayon.

#### 3. Classification :

N 5 de la convention collective 3244 intitulée : « Commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers ».

## **Article 2**

### *Pré-requis d'accès au CQP*

Pour s'engager dans le processus de certification de ce présent CQP, le candidat devra :

- être titulaire du CQP « Vendeur-conseil en fruits et légumes » ;
- ou avoir les compétences décrites dans le référentiel du CQP « Vendeur-conseil en fruits et légumes » ;
- ou avoir une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans le métier ou un des métiers de la branche.

### **Article 3**

#### *Durées maximales des actions*

Evaluation préalable / Bilan de positionnement : 7 heures.

Formation en centre : 280 heures.

Accompagnement VAE : 24 heures.

Commission de notation : 7 heures.

### **Article 4**

#### *Référentiels*

Le référentiel d'activités et de compétences et le référentiel de certification sont validés par la CPNE.

L'AFFLEC prend toutes les dispositions nécessaires pour que ces référentiels CQP dans leur version en vigueur soient portés à la connaissance des entreprises et des centres de formation (brochures, fiches CQP, site Internet : [www.afflec.fr](http://www.afflec.fr), etc.).

### **Article 5**

#### *Dispositions diverses*

Le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

L'association des fédérations en fruits et légumes, épicerie, crèmerie (AFFLEC) est chargée de ces formalités.

Fait à Paris, le 4 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)